

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 30 JANVIER 1979 - N° 842

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## PCF : les 3 coups du 23<sup>e</sup> congrès

Deux réunions du comité central séparées seulement d'une semaine : la direction du PCF prépare activement le 23<sup>e</sup> congrès.

Lundi et mardi, la session aura à l'ordre du jour la mise au point de l'avant-projet de résolution et les modifications qui seront apportées aux statuts.

Les 8 et 9 février, nouvelle réunion, cette fois pour l'adoption définitive des documents préparatoires.

Au centre de ces travaux évidemment une minutieuse préparation (préfabrication ?) pour parler à toutes éventualités.

Lire en page 3

## Espion arrêté au CNRS

Un employé du CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) vient d'être arrêté par la DST, étant convaincu d'espionnage pour le compte de l'Allemagne de l'Est. L'employé titulaire d'un passeport Ouest-Allemand est accusé, d'avoir depuis 15 ans, communiqué, à la RDA avec l'aide d'un complice, de nombreux secrets de recherche du CNRS, notamment des secrets nucléaires.

## Dayan à Paris

Le ministre israélien des Affaires étrangères est arrivé lundi à Paris. On n'est guère informé des buts de cette visite, mais notons tout de même qu'il y avait longtemps que des entretiens de si haut niveau n'avaient eu lieu entre le gouvernement français et l'Etat sioniste.

Nous publions aujourd'hui un entretien avec Ilan Halévi au sujet de la situation intérieure en Israël.

Lire en page 5

## Algérie : ouverture du 4<sup>e</sup> congrès du FLN

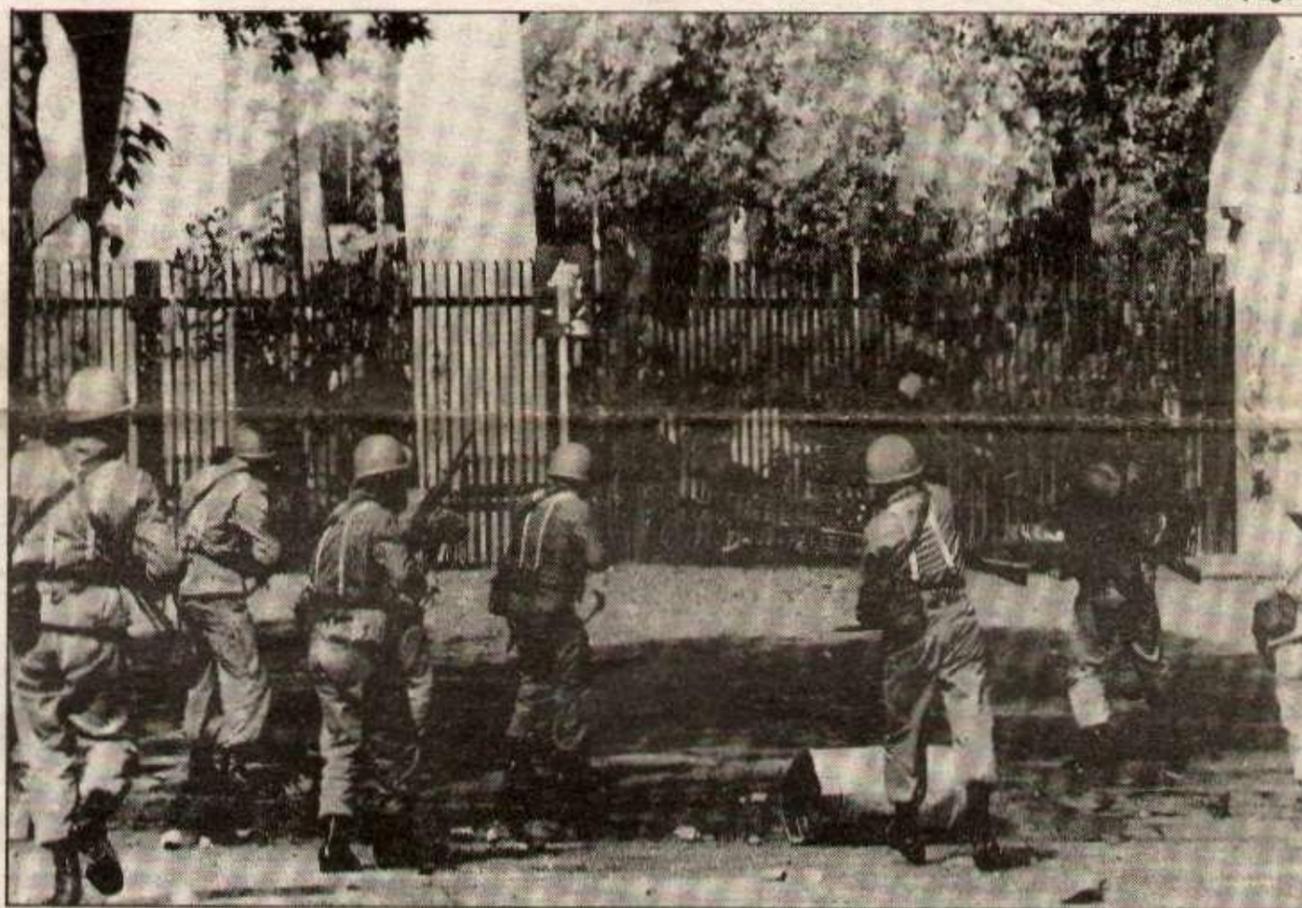
Lire en page 7

## SANGLANTE REPRESSION EN IRAN

Des dizaines de morts,  
des centaines de blessés

## BAKHTIAR ANNULE SON VOYAGE A PARIS

Lire en page 8



## R.D.A: Derrière la «vitrine»...

En page 6, la suite de notre reportage

## LA HIERARCHIE SOCIALE

Des jeunes allemands  
de l'Est parlent  
de leur pays

Sur le siège de l'Union locale du syndicat à Berlin-Est, cette inscription : Une amitié solide avec l'URSS, premier fondement d'une politique syndicale révolutionnaire...

Lire en page 6



Brissonneau (Nantes)

## SEPT FOIS PLUS D'EMPLOIS MENACÉS ?

Au cours de la conférence de presse convoquée la semaine dernière par les porte-parole des sections CGT et CFDT de Brissonneau Lotz Marine ceux-ci ne cachaient pas leur inquiétude quant à l'avenir même de leur entreprise.

Selon l'Intersyndicale, ce n'est pas seulement l'emploi de 136 travailleurs qui est remis en cause mais bien celui des 980 salariés de l'entreprise nantaise ; soit sept fois plus qu'annoncés par le patron. Cette nette aggravation de la menace qui pèse sur les travailleurs de l'usine n'est pourtant pas due à «l'intransigeance» des sections syndicales. Celles-ci ont déjà fait de multiples «ouvertures» ; sans succès. Face à l'attaque du groupe Jeumont-Schneider, actionnaire principal de Brissonneau, les grévistes disposent d'un atout capital : leur mobilisation et la solidarité des travailleurs nantais en progression constante depuis huit jours.

L'Intersyndicale devait confirmer lors de la conférence de presse de jeudi, que des négociations sérieuses avaient eu lieu, notamment avec un cadre de la direction. On a également eu officiellement l'assurance que l'Intersyndicale avait multiplié les initiatives pour rencontrer à différents niveaux, les responsables de l'usine.

## PEUGEOT MENACE

Dans un télex récemment expédié par Peugeot, client de Brissonneau, l'entreprise automobile déclare en substance qu'elle s'apprête à changer définitivement de fournisseur au cas où les pièces commandées ne seraient pas livrées. L'Intersyndicale a accepté de jouer le jeu.

En échange, le responsable de la Direction du Travail et de la main d'œuvre, chargé de faire semblant de négocier, avait assuré que la direction accepterait de rencontrer les organisations syndicales. Jeudi après-midi, le camion se présente pour emporter les pièces Peugeot mais la direction refusant de se manifester, celui-ci est reparti vide.

## UNE TACTIQUE ORIGINALE ?

Selon les organisations

syndicales, la disparition de la direction et plusieurs indices montrent que Jeumont-Schneider cherche à liquider complètement l'entreprise dans un court délai. Dans ces conditions, pour montrer sa bonne volonté, l'Intersyndicale propose une plateforme de négociations nettement en retrait sur ses exigences antérieures (aucun licenciement). Dans cette plateforme, les directions CGT et CFDT proposent : «La réduction du nombre de licenciements, en fonction de la situation sociale». Il est aussi question «de calendriers de réembauche

de licenciés, de reclassement». On peut se demander ce que cette dernière proposition signifie quand on sait que sept autres entreprises de la métallurgie nantaise licencient également ? Mais les organisations syndicales présentent ce texte comme un recul tactique visant à démontrer que la direction ne veut pas négocier mais fermer l'usine. C'est pour le moins une tactique originale. Certes, il est très difficile de construire le rapport de force approprié permettant de s'opposer aux licenciements. Mais ce recul tactique s'impose-t-il au moment où, à Brissonneau et autour, un réel rapport de force commence à exister ?

## DE MULTIPLES INITIATIVES

De multiples initiatives positives ont en effet été prises par les grévistes depuis le 15 janvier, début d'occupation de l'entreprise. Pour ne citer que les plus récentes, rappelons la journée portes-ouvertes de dimanche 20 qui rencontra un succès inespéré. «Cela nous a bien remonté le moral» affirmait un gréviste.

## Succès des initiatives des Brissonneau

Samedi à 4 h 15, des syndicalistes de Sud-Aviation et des grévistes de Brissonneau empêchaient les travailleurs de la SNIAS, seule entreprise métallurgique régionale dont les carnets de commandes soient pleins, d'effectuer des heures supplémentaires.

L'après-midi, une banderole était déployée à l'occasion des championnats de France de football opposant Nantes à Saint-Etienne. Bon moyen de combattre le chauvinisme et de faire connaître la lutte.

Dimanche, la fête organisée par les grévistes, bien que modifiée dans son programme à cause du froid, a été un vif succès. Transformée en opération portes-ouvertes, les grévistes de Brissonneau ont vu défilé, au cours de la journée, deux fois plus de travailleurs nantais que le dimanche précédent.



Jeudi, les travailleurs ont bloqué pendant une demi-heure, le train Nantes-Paris.



te. Le lendemain, les Brissonneau envahissaient pacifiquement une séance du Comité Economique et Social régional malgré l'opposition de la police. Jeudi, le train pour Paris était retardé d'une demi-heure en gare de Nantes. Samedi et dimanche, d'autres initiatives contribuaient à faire connaître la lutte (voir encart). Mais les grévistes savent que les actions spectaculaires ne suffisent pas. C'est pour cela qu'ils œuvrent à la constitution d'un début d'unité populaire.

## UN DEBUT D'UNITÉ POPULAIRE

Un délégué CGT nous disait : «La journée portes-ouvertes de jeudi dernier nous a permis de voir que nous n'étions pas complètement isolés par rapport aux gars des autres usines ; elle a aussi eu une conséquence inattendue : bien des femmes de grévistes, qui étaient réticentes à ce que leurs maris passent la nuit devant l'usine, ont, avec cette journée, compris que c'est nécessaire». L'envoi par l'Intersyndicale d'une lettre aux familles des grévistes et aux retraités de l'usine, expliquant la situation permet également d'élargir la base sur laquelle peuvent s'appuyer les grévistes. Autre exemple : l'Intersyndicale a fait distribuer à toutes les sections de la région deux affiches signalant la grève et plusieurs tracts l'expliquant.

Sur les quartiers, des «commissions» ouvertes aux familles des grévistes et aux associations ont été proposées. Une ou deux se sont déjà réunies.

## GAGNER DE NOUVEAUX GRÉVISTES ACTIFS

«Tu vois là, ce soir, autour du feu, il y a des gars qu'on appelait des «jaunes» il y a quelques jours». Le délégué CGT qui nous tient ces propos, nous assure que ces nouveaux

grévistes actifs ont été gagnés par des discussions : «Tous les matins ils venaient aux nouvelles, ils se tenaient à distance, mais nous avons discuté avec eux et nous sommes parvenus à les convaincre de lutter avec nous».

Afin de faciliter la participation à la lutte, une crèche est organisée dans l'usine et «prise en main» pour l'essentiel nous dit un gréviste «par des hommes». Toutes ces initiatives, on le voit, sont posi-

tives. L'essentiel, c'est qu'elles vont dans le sens de la lutte, de la construction du rapport de force nécessaire pour faire reculer le trust Jeumont-Schneider. Au moment où le département de Loire-Atlantique prépare la journée du 8 février contre le chômage, l'heure ne peut être qu'à la poursuite de l'action pour qu'il n'y ait pas un seul licenciement à Brissonneau.

François MARCHADIER

## Nouvelles sur le chômage et les luttes en Franche-Comté

En l'espace d'une quinzaine de jours, ce sont cinq nouvelles entreprises et 428 emplois menacés :

Dans le nord de la région, c'est le groupe Pont-à-Mousson qui annonce la fermeture prochaine de l'usine d'Arbouans qui emploie 250 travailleurs (ce sera la troisième usine du groupe à fermer, supprimant ainsi près de 600 emplois). La direction laisse entendre, pour calmer le mécontentement, qu'un rachat pourrait avoir lieu. C'est aussi l'entreprise suisse UDD-SIM, quatrième employeur du territoire de Belfort qui continue à réduire ses effectifs : une soixantaine, s'ajoutant aux 200 depuis quatre ans. Les syndicats protestent contre «ces licenciements déguisés sous forme de retraites anticipées».

A Poligny, la tannerie Estbach qui, après avoir réduit l'horaire de travail à 32 heures, veut licencier la moitié de son personnel : 35 travailleurs «pour redresser l'entreprise face aux marchés d'exportation

qui se sont effondrés après avoir représenté 80 % de la production». C'est aussi 22 licenciements annoncés dans l'imprimerie à Dole, que la direction (le groupe Blanc), suite à la grève des ouvriers, a ramenés à 14, mais avec une réduction d'horaire pour les autres.

A Besançon, c'est une filiale du groupe Creusot-Loire, la SIFOP, qui subit un nouveau plan de «redressement», entendez par là des licenciements : 69 qui s'ajoutent aux 92 effectués depuis qu'en 75 Bretilot a laissé la place à Creusot-Loire. La CFDT dénonce cette liquidation et cherche à organiser la mobilisation. Il faut rappeler, par ailleurs, que Creusot-Loire veut licencier 4 200 emplois à terme, s'ajoutant aux 2 330 déjà perdus depuis trois ans. Contre cette nouvelle vague de chômage, les travailleurs des usines de la Loire (Rive de Gier, en particulier) ont fait grève à 90% et ont occupé des locaux à l'appel des syndicats.

Correspondant

Deux comités centraux à une semaine d'intervalle

## LES TROIS COUPS DU 23<sup>e</sup> CONGRES DU PCF

Le PCF est maintenant entré de plain pied dans la préparation de son 23<sup>e</sup> congrès. Lundi et mardi, le Comité central tient en effet une première réunion, pour mettre au point l'avant-projet de résolution, ainsi que les modifications qui seront apportées aux statuts. Cette session décide également de la date et du lieu du congrès. On sait depuis plusieurs mois

La réunion de deux sessions du Comité central à quelques jours d'intervalle semble montrer, au-delà de l'ampleur des points à traiter, qu'une discussion assez longue pourrait bien s'ouvrir. Non pas sur le fond des positions politiques mises en avant, mais sur la forme même que va revêtir le 23<sup>e</sup> congrès. On peut, sans grand risque de se tromper, prévoir que les textes préparatoires seront présentés comme «des développements de la ligne du 22<sup>e</sup> congrès» ou encore que le rôle du PCF comme «parti révolutionnaire» sera affirmé avec force. Mais la seule question qui vaut d'être posée, celle à laquelle bien peu, y compris dans les cénacles dirigeants, sont à même de répondre aujourd'hui, c'est celle-ci : quel sera le degré d'ouverture du congrès ? C'est cela qui va être discuté lors des deux sessions du Comité central.

### QUELLE OUVERTURE ? TROIS HYPOTHESES

Toutes sont à rapporter à l'attente dans le 23<sup>e</sup> con-

grès, qui existe encore chez de nombreux contestataires. La première hypothèse, c'est celle d'un 23<sup>e</sup> congrès «dur» ; entendez par là un congrès où les grandes questions discutées seraient celles de l'Europe, ou du renforcement du PCF, sans que les questions centrales de la contestation, que ce soit à propos du fonctionnement interne ou à propos des rapports avec l'URSS ne soient évoquées. Cette orientation, si elle est prise, sera assez rapidement perceptible au vu des documents préparatoires.

La deuxième hypothèse qu'on peut formuler est celle d'un congrès «ouvert», un congrès qui, d'une certaine manière, prendrait en compte des aspects secondaires de la contestation, pour mieux en rejeter l'essentiel. Une telle orientation serait mise en évidence, par exemple par une modification des statuts instituant une plus grande liberté de débats dans la presse du PCF. Dans cette hypothèse, on peut même envisager que des contestataires «polis»,

que le 23<sup>e</sup> congrès se tiendra, dans la première quinzaine du mois de mai.

Une deuxième réunion du Comité central aura lieu la semaine prochaine, les jeudi 8 et vendredi 9 février. Là encore, il s'agira de préparer le congrès, avec l'adoption définitive des différents documents préparatoires.

ceux de *La Nouvelle Critique* par exemple, reçoivent quelque promotion.

Il existe enfin une troisième hypothèse, à laquelle beaucoup d'oppositionnels se préparent : celle d'un congrès suffisamment préfabriqué pour que certaines positions hostiles à l'orientation de la direction puissent échapper aux filtres des congrès fédéraux, et soient écrasées lors des votes du congrès. Ainsi la direction ferait-elle la démonstration du caractère extrêmement minoritaire, voire insignifiant, des thèses oppositionnelles. Aux militants qui défendent ces thèses d'en tirer les conséquences, en renonçant au vain combat qu'ils mènent...

### DES OPPOSITIONS QUI NE SE PORTENT PAS SI MAL

Tout porte à croire que les discussions du Comité central vont porter sur la tactique de préparation du congrès, en partant des trois grandes hypothèses énumérées ci-dessus. De

ce point de vue, les débats trouveront à s'alimenter dans le regain de contestation qui caractérise ces derniers jours. Pour la seule semaine dernière, il convient de signaler les démêlés de Guy Konopnicki avec la fédération de Paris, celle-ci refusant sa réintégration après trois mois de «grève de parti», la démission du PCF d'un adjoint au maire de Simianes-Collongues, dans les Bouches du Rhône, la parution du numéro 3 de *Positions*, revue des oppositionnels de l'UEC à Bordeaux, et enfin l'apparition d'une nouvelle revue, *Luttes et débats*, dont le but est de «substituer à l'isolement politique du militant la richesse de la réflexion collective» et de «rompre le cloisonnement vertical, d'instaurer un véritable débat horizontal, de faciliter la circulation des idées». Comme on le voit, la contestation ne se porte pas si mal, et le Comité central sera bien obligé d'en tenir compte.

N.D

## TROISIEME CONGRES INQUIET POUR LA LCR

À l'issue de son troisième congrès, tenu les 25 - 26 - 27 - 28 janvier, l'avenir politique de la LCR reste incertain : aucune des tendances qui proposait ses thèses aux militants de l'organisation n'est parvenue à l'emporter nettement. À l'issue des

La crise interne des partis de gauche, consécutive à l'échec, puis à l'enterrement du Programme commun, est largement connue maintenant. D'autres, qui avaient fondé tous leurs espoirs dans une victoire de la gauche, et son hypothétique «débordement» en font aujourd'hui les frais. C'est le cas de la LCR : retour à une formule hebdomadaire pour le journal *Rouge*, à partir de la semaine prochaine ; départs de militants, notamment dans les entreprises et de militantes du mouvement des femmes : ce sont quelques-unes auxquelles ce congrès tentait de faire face. Mais surtout, il s'agissait de combler un vide politique.

### LE RAPPROCHEMENT AVEC L'OCI

C'est ce que la direction sortante avait tenté de faire, voici quelques mois, en proposant une «recomposition» de la LCR. En fait, les débats du congrès se

sont centrés autour du rapprochement qu'elle proposait avec l'OCI, autre organisation trotskiste. Les positions respectives des deux formations lors de la campagne électorale permettent de juger du tournant politique ainsi amorcé : d'un côté, la LCR renchérisait sur le nombre de nationalisations réclamées par le PCF ; de l'autre, l'OCI faisait signer des pétitions exigeant des dirigeants du PCF qu'ils s'engagent à se désister sans conditions pour le PS au deuxième tour.

Le tournant proposé ainsi par la direction sortante (tendance 4) allait forcément susciter des remous, et, les règles d'organisation de la LCR aidant, la formation d'une contre-tendance (tendance 3). La tendance 1, de son côté, défend depuis longtemps et continue à défendre les thèses qui sont pratiquement celles de l'OCI, et reprochait essentiellement à la tendance 4 de ne pas aller assez loin sur ce chemin.

débats, certains dirigeants se demandaient si l'équilibre des forces au sein du nouveau comité central permettrait de diriger la LCR pendant plus d'une année.

### L'EQUILIBRE DES TENDANCES

Le comité central issu de ce congrès, en proportion du nombre des voix recueillies par chaque thèse, comporte 40 % de représentants de la tendance 4, autant de la tendance 3, et 16 % pour la tendance 1. Pratique contradictoire avec celle en vigueur jusqu'ici, qui voulaient que la tendance ayant la majorité relative dispose à la direction de la majorité absolue. Mais la tendance 3, formée essentiellement pour résister au nouveau cours de la direction sortante, comptait peu de cadres dirigeants et n'osait pas briguer le pouvoir ; quant à la tendance 4, elle

pouvait difficilement envisager de gouverner sans la 3, qui rassemblait autant de suffrages qu'elle. Les combinaisons de la procédure ont fait le reste.

La LCR se retrouve donc sans orientation politique nettement déterminée, sans direction homogène. D'autant que les tendances 3 et 4 elles-mêmes sont divisées en leur sein. Certes, elle cherche aujourd'hui, comme à ses origines, à puiser des forces nouvelles dans la jeunesse, où elle doit bientôt fonder la JCR. Mais il lui sera certainement difficile de redresser sa situation.

Jean LERMET

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## ● Besançon

### A L'UNIVERSITE : GREVE DE LA FAIM CONTRE SEPT MENACES D'EXPULSION D'ETUDIANTS ETRANGERS

À Besançon, comme ailleurs, la nouvelle réglementation, visant à réduire le nombre d'étudiants étrangers est appliquée. C'est ainsi que le rectorat refuse l'inscription en faculté de six étudiants marocains et d'un étudiant tunisien. Or, sans inscription, pas de carte de séjour, et sans carte de séjour, c'est l'expulsion. C'est contre cette logique que les étudiants ont commencé à se mobiliser cette semaine, avec d'abord une grève de la faim à la faculté de droit et de sciences économiques, le lundi 22. Déjà l'an passé, l'université de Besançon avait connu une grande mobilisation victorieuse contre l'expulsion d'un étudiant marocain, M. Kharmoudi, menacé d'expulsion sous le prétexte qu'il aurait manifesté son accord avec le Polisario.

### GREVES ET MANIFESTATIONS DANS LES ECOLES

Contre les suppressions de classes à la rentrée 79, dans le primaire, les actions se sont multipliées à l'initiative des instituteurs, mais aussi le plus souvent avec l'appui actif des parents, et parfois des conseils municipaux comme celui d'Our dans le Jura, qui avait démissionné, entraînant de multiples élections, boycottées par la population.

À Besançon, plusieurs manifestations et grèves ont eu lieu le 18 janvier et le mercredi 24 contre la suppression de classes, particulièrement dans les quartiers populaires de Planoise, et de Fontaine-Ecu où les enfants subiraient le plus les effets de la répartition dans divers autres établissements. Bien sûr, il s'agit, pour le ministre de l'Education, de réduire ainsi les emplois d'instituteurs...

Correspondant de Besançon

## ● Cantonales : dépôt des candidatures le 1<sup>er</sup> mars au plus tard

Le *Journal officiel* vient de publier les arrêtés concernant les élections cantonales. Celles-ci auront lieu le samedi 3 mars à 0 heure, et le délai de dépôt des candidatures sera clos le 1<sup>er</sup> mars. Ces élections concerneront la moitié des cantons que compte la France et ses colonies. Seront ainsi en jeu 1763 sièges pour la métropole, 62 pour les départements d'outre-mer, et 9 pour Mayotte.

## ● Aux frais de la Communauté

Petits remous à Bruxelles après la parution, dans l'hebdomadaire britannique *The Economist* du relevé des frais de représentations d'un des commissaires européens, l'allemand Haferkamp : celui-ci aurait dépensé aux frais de sa communauté, 8 400 francs en trois jours dans un hôtel new-yorkais, et 58 800 francs pour un cocktail, organisé à Caracas.

## ● Nancy : descente de police au foyer Sonacotra 30 résidents blessés dont cinq gravement

Jeudi dernier, dans la soirée, le gérant du foyer Sonacotra de Nancy, qui refuse depuis quelque temps la réintégration dans le foyer d'un travailleur algérien, bloquait la porte de sa chambre. Aussitôt, les résidents du foyer manifestaient aux alentours. Le gérant appelait les flics, téléphonant également, selon les résidents, au camp militaire voisin du Foyer ; quelques minutes plus tard, la police arrivait, bientôt suivie de militaires, qui s'acharnaient sur les résidents. C'est finalement 30 résidents qui ressortaient blessés de l'affrontement, dont cinq dans un état sérieux, qui nécessitait dans la soirée de jeudi, leur hospitalisation. Pour riposter à cette grave agression (la seconde en huit jours dans le foyer) les résidents ont organisé ce week-end, un meeting et une manifestation.

## Besançon

Mobilisation  
contre quatre  
inculpations  
de Radio 25

Mercredi dernier, quatre personnes inculpées de participation à une émission de radio libre sont passées pour la première fois devant le juge d'instruction de Besançon. A cette occasion, le comité de soutien avait tenu à développer l'information et la mobilisation sur cette affaire, action déjà entreprise depuis deux mois en faisant signer par centaines des pétitions de protestation. Cette intervention du Comité de soutien fut très active, malgré le froid glacial qui régnait devant le Palais de justice : plus d'une centaine d'auto-collants vendus en l'espace d'une heure et demie et encore beaucoup de signatures. Beaucoup de jeunes s'arrêtaient pour lire les panneaux d'autant plus que la fanfare de la troupe des «Machines à balais» avait apporté son concours. La lutte ne fait que commencer pour la liberté d'expression. Mais cela a dû déplaire à certains : les CRS et autres flics étaient venus en grand nombre, et le représentant du journal *le Monde* ironisait sur les «silences» de Radio 25.

Mercredi, c'est *l'Est-Républicain* qui a pris le relais, en enterrant une fois de plus les radios libres qui «à l'image de l'Italie n'ont aucun avenir». Cependant, Radio 25 a repris ses émissions le mercredi à 20 heures sur 92 MHz et a participé à une rencontre nationale des radios libres à Toulouse, avec en particulier l'équipe de Radio Verte Fessenheim. Tout n'est pas réglé pour autant, mais l'expérience récente de radio comme S.O.S. emploi à Longwy est particulièrement enrichissante.

## ● Beullac, des sous !

Une quinzaine de familles pyrénéennes, soutenues par la Fédération Cornec de parents d'élèves, viennent de réclamer 10 000 F de dommages et intérêts au ministre de l'Education Beullac, en intentant une action auprès du tribunal administratif. Elles veulent protester ainsi contre la pénurie de professeurs et d'éducateurs dans les sections d'Education spécialisée (SES) où se trouvent leurs enfants, qui a entraîné une réduction des heures de cours prévues.

● EDF et le matraquage  
publicitaire

EDF, qui a ses idées sur la manière de mener le débat sur le nucléaire, a fait passer vendredi une page entière vantant les mérites de la future centrale du Pellerin, dans les journaux nantais *l'Éclair* et *Presse-Océan*. L'Intersyndicale des journalistes CGT, CFDT et SNJ, et le syndicat du Livre CGT ont protesté dans un communiqué où ils précisent «qu'il ne s'agit pas de prendre position pour ou contre la centrale mais de contester une pratique qui constitue une pression inadmissible dans le débat actuel au plan local».

● CES Pailleron :  
amnistie  
pour les responsables

Comme on pouvait s'y attendre, Michael Keyte, architecte, et Hubert Lefèvre, constructeur du CES Pailleron, ont vu leurs condamnations réduites en appel, à respectivement, un an d'emprisonnement avec sursis et dix mois avec sursis. Ce qui leur permet de bénéficier de la loi d'amnistie du 16 juillet 1974.

L'association des familles des victimes a aussitôt protesté contre ce jugement et souligné : «A quelques jours du sixième anniversaire de l'incendie qui fit 20 morts, les familles des victimes ont l'impression de n'avoir assisté qu'à une parodie de justice».

● Les stagiaires  
de Pontigny  
obtiennent satisfaction

Suite à leur intervention au Conseil d'administration de Paris, les stagiaires du centre de Pontigny ont obtenu entièrement satisfaction sur leurs revendications, c'est-à-dire acceptation de leur projet de règlement intérieur, la création d'un Conseil de maison qui leur permet d'en contrôler l'application, participation au Conseil de discipline. Les stagiaires, en Assemblée générale, jeudi après-midi, ont donc décidé de réintégrer le centre. Ils continuent la lutte sous d'autres formes pour la réintégration des quatre éducateurs licenciés.

Correspondant AUXERRE

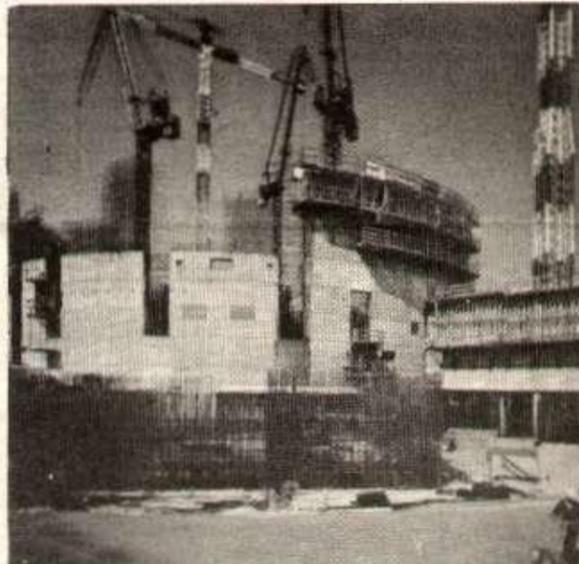
LES CENTRALES NUCLEAIRES :  
TOUJOURS SURES ?

## Des marges de sécurité un peu plus étroites

Le rapport Rasmussen, qui fixait jusque là les normes de sécurité des centrales américaines, vient d'être officiellement récusé. Il avait été établi par une équipe dirigée par Normann Rasmussen, directeur du département d'ingénierie nucléaire de l'Institut de technologie du Massachusetts, à la suite d'une commande passée en 1972 et publiée en 1975 par l'agence fédérale américaine chargée de la sûreté et de la réglementation des réacteurs nucléaires. Ce rapport est qualifié aujourd'hui comme n'étant plus «digne de confiance» par cette même agence. L'optimisme de ce volume de plus de trois mille pages, devrait donc rejoindre les fonds de corbeille. Les risques d'accidents graves, basés sur une étude d'un réacteur à eau pressurisée (PWR) de 1 000 mégawatts, étaient estimés à une chance sur un milliard par an et par réacteur, avec un nombre de morts estimé, à court et long terme, au maximum à dix mille ! (longévité d'une centrale : environ 30 ans).

A l'époque de sa publication, les partisans du nucléaire avaient sauté dessus, affirmant par ce

moyen que les centrales nucléaires présentaient moins de risques que ceux rencontrés dans les autres secteurs industriels ou d'exploitation ou dans les phénomènes naturels. Voilà qui ne va pas arranger les affaires de nos «tout nucléaires», puisque ce document servait de référence à la mise au point de la réglementation et à l'attribution des autorisations de constructions des centrales. Les nombreuses critiques venant notamment des milieux scientifiques qui avaient afflués dès sa parution, ne sont certainement pas étrangères à cette mise au pilori. En 1977, l'agence de réglementation nucléaire américaine, nommait en effet un autre groupe d'étude constitué de scientifiques «indépendants», pour un réexamen du rapport Rasmussen. Sans remettre en cause la «méthodologie» employée, le groupe vient de remettre publiquement en question le rapport précédent, déclarant notamment «qu'il n'indiquait pas la pleine étendue des conséquences d'accidents des réacteurs, et ne souligne pas suffisamment les incertitudes qui planent sur le calcul de leur probabilité». Sans af-



Superphénix : la construction se poursuit... malgré toutes les interrogations sur la sécurité

firmier que les risques d'accidents sont plus élevés, le rapport souligne que les marges de sécurité sont un peu plus étroites. Même «méthodologie», des conclusions différentes, mais les intérêts de la population sont-ils vraiment pris en compte ? On peut en douter, lorsque le précédent rapport annonçait froidement dix mille morts. Mais pour l'instant, il ne semble pas être envisagé

de renforcer les normes de sécurité, il est vrai que les industries nucléaires font depuis longtemps déjà pression sur le gouvernement américain pour obtenir des «aménagements». Cette question nous intéresse directement puisque les centrales PWR (type Fessenheim) construites en France sont faites sous licence américaine.

## Procès d'un pédiatre à Annecy

## «LES PARENTS AURAIENT DU...»

Vendredi 26 janvier, le docteur Basile, pédiatre à Annecy, passait en procès pour homicide involontaire, après la mort d'une petite fille, Emmanuelle Troisy, atteinte d'une méningite. Après avoir diagnostiqué une roséole, le pédiatre avait envisagé la possibilité d'une méningite mais, et c'est ce que lui reprochent les experts, il n'a pas ensuite «vérifié sa crainte, compté tenu de la difficulté de diagnostic chez un enfant de dix mois, soit en demandant une ponction lombaire, soit en surveillant l'enfant au moins deux fois par jour.»

De son côté, le docteur Basile, qui s'estime «atteint dans son honneur»

rejette en bloc toute responsabilité. La ponction lombaire, il la juge «dangereuse pour les enfants» alors que c'est précisément à cet âge qu'elle est la plus facile. «Envoyer tous les enfants à l'hôpital pour un symptôme de méningite» ne saurait se concevoir. Quant à la surveillance à domicile, c'était le rôle des parents ! Comme le dira crûment un témoin de la défense (un «confrère») : «La seule erreur du docteur Basile est de s'être trompé sur l'intelligence des parents», un cadre supérieur et une avocate... Plusieurs médecins reprendront ce thème commode et scandaleux : «Les parents auraient dû...»

Ils ont été nombreux, médecins, pédiatres, responsables du Conseil de l'Ordre des Médecins à se succéder pour défendre leur confrère, tant est grande leur inquiétude de voir se dessiner une tendance à ne plus accepter la toute-puissance et le caractère intouchable du corps médical.

Tous se sont ingéniés, souvent avec dédain et hauteur, à éviter que s'instaure le moindre débat sur la responsabilité médicale, débat que souhaitaient les parents de la petite Emmanuelle... Le procès aurait pu être aussi l'occasion de s'interroger sur la proliféra-

tion des «spécialistes» en ville, placés en situation intermédiaire entre le médecin de ville et l'hôpital, des spécialistes qui rechignent assez souvent à envoyer les malades dans des structures hospitalières considérées comme concurrentes.

Tout en soulignant que «il est nécessaire que les médecins acceptent de porter parfois une part de responsabilité», le substitut du procureur a requis «une condamnation de principe sans que soit prononcé de peine» puisque, selon lui, «il ne s'agit pas de porter atteinte au docteur Basile, membre d'un corps social respectable».

L'ANPE condamnée  
pour discrimination raciste

Pour la première fois, l'Agence nationale pour l'emploi, en la personne de son directeur Guy Métails, a été condamnée à 3 000 F d'amende pour «discrimination sexiste» : «Chef de production phyto-sanitaire. Homme. Vingt-cinq ans minimum, diplômé grande école. Libéré des obligations militaires». Cette petite annonce transmise par

les établissements Vilmorin, situés près de Saumur (Maine et Loire) avait été publiée par l'ANPE dans son bulletin du 22 avril 1977 et diffusée dans toute la France.

Sachant le caractère illégal (depuis une loi du 11 juillet 1975) de cette discrimination sexiste, une jeune

femme, diplômée d'une grande école et docteur ès sciences, décida d'y répondre. L'ANPE rejeta sa candidature, en rappelant que l'entreprise recherchait un homme. Aussi, en octobre 1977, la jeune femme portait plainte. Guy Métails et le directeur des établissements Vilmorin à l'époque des faits, comparaissaient devant le tribunal de Sau-

mur, le 13 janvier dernier. Vendredi 26, rejetant les arguments de la défense, qui avait plaidé «la difficulté de contrôler toutes les petites annonces», le tribunal a condamné le directeur de l'ANPE. Mais il a relaxé le directeur de Vilmorin. L'estimation du préjudice subi a été renvoyé auprès d'une juridiction administrative.

## Palestine : l'autonomie aggrave l'occupation

# «IL FAUT DÉNONCER L'AUTONOMIE C'EST UNE SUPERCHERIE»

Entretien avec Ilan Halevi auteur du livre : «Sous Israël, la Palestine»

— Les accords de Camp David promettent l'autonomie des territoires occupés. Est-ce une idée nouvelle chez les dirigeants sionistes ?

— Les dirigeants sionistes actuels soulignent, à chaque fois qu'on les interroge sur cette question, que les accords de Camp David ne parlent pas de l'autonomie des territoires occupés, mais parlent de l'autonomie de la population des territoires occupés. C'est une distinction d'importance car dans la conception de Begin, l'autonomie est purement administrative, pour les affaires civiles et commerciales exclusivement. Elle n'est en rien une souveraineté sur le territoire. L'autonomie selon Begin n'est même pas un bantoustan dans la mesure où les Blancs ne rentrent plus dans un bantoustan. Même si le bantoustan est dominé, inféodé, il y a un minimum de souveraineté africaine.

L'autonomie proposée par Begin n'est même pas équivalente à cette souveraineté tronquée que sont les bantoustans, entourés de toute part par l'Afrique du Sud raciste. Selon le plan de Begin, la colonisation juive continuera dans ces territoires. L'expression la plus caricaturale de la conception israélienne de l'autonomie a été exprimée par le ministre de l'Énergie, Yitzhak Moda'i dans une interview (traduite dans *Nouvelles de l'Intérieur*), où il explique que l'interprétation israélienne de l'autonomie ne veut absolument pas dire l'abolition du gouvernement militaire mais uniquement son déplacement hors des territoires occupés. Mais les bureaux continueront à exister à Tel Aviv ou à Haïfa et que c'est d'eux que l'autonomie tirera son autorité.

On voit effectivement qu'il y a un plan israélien qui consiste à mettre sur pied cette autonomie de force, contre le gré même de la population des territoires occupés, qui, de façon unanime, s'oppose à ce plan.

### CE PLAN NE FAIT PAS L'UNANIMITÉ SIONISTE

Les dirigeants sionistes ne sont pas unanimes sur cette question. Dans l'ensemble, une partie des ultras de la droite sioniste, que ce soit du parti de Begin lui-même ou de la droite religieuse, prétend que l'autonomie va mener inmanquablement à un État palestinien, parce qu'elle constitue un pas vers une reconnaissance quelconque de droits, fussent-ils minimes, de la population arabe. Plus important est le fait que le parti travailliste, qui a perdu le pouvoir en 1977, s'oppose de façon constante au concept d'autonomie dont il prétend, lui aussi, qu'il ne peut que mener à un État palestinien. Ce qui est au centre de la discussion entre Begin et les travaillistes sur la question de l'autonomie, c'est que dans l'esprit de Begin, l'autonomie est un statut final pour ce qu'il appelle «les Arabes de la terre d'Israël» : il s'agit de définir une fois pour toute le statut des Arabes palestiniens en tant que minorité tolérée dans une Palestine que se sont appropriée les sionistes. Tandis que les travaillistes font valoir que l'autonomie, quelle que soit son interprétation, est considérée par les accords de Camp David (par le gouvernement de Sadate et l'administration américaine) comme un statut provisoire, de transition, à l'issue duquel, pensent les travaillistes, la question de l'autodétermination de ces territoires sera internationalement posée. Donc, il faut s'opposer à l'autonomie dès maintenant. En fait, les deux conceptions qui s'affrontent entre Begin, le gouvernement actuel, et Peres, le porte-parole de l'opposition travailliste, c'est que celle-ci a toujours lié le sort de la Cisjordanie au



Près de 15 000 réfugiés palestiniens ont été déplacés lors de la destruction de leurs foyers par les autorités israéliennes. Bande de Gaza, 1971

régime jordanien. Au contraire, l'idée d'autonomie pour Begin est une façon d'éliminer complètement une revendication jordanienne possible sur les territoires occupés.

### L'AUTONOMIE PROPOSÉE : AGGRAVATION DE L'OCCUPATION

Le concept d'autonomie a une valeur différente dans l'utilisation qu'en font, tant les Égyptiens que les Américains par rapport à l'opinion publique internationale, que par rapport à la signification donnée par les auteurs israéliens du plan d'autonomie.

Parmi les partisans du plan d'autonomie, il y a Begin, Weizmann, et même le général Sharon, qui a récemment déclaré qu'il était partisan d'une certaine interprétation, parce que si l'autonomie, dit-il, s'accompagne d'une colonisation de peuplement à grande échelle, alors c'est une bonne chose.

— Cette autonomie ne représente pas, ni pour les dirigeants israéliens, ni dans la pratique sur le terrain occupé, un pas en avant vers un allègement de l'occupation ou une transition vers l'évacuation de ces territoires. Au contraire, dans une très large mesure, la mise en place de cette soi-disant autonomie va constituer, si elle se fait, une aggravation de l'occupation.

On a déjà pu voir, depuis la signature des accords de Camp David, les effets concrets dans une vague de répression sans précédent depuis plusieurs années : l'arrestation de centaines d'intellectuels, centaines de suspects, l'interdiction faite aux notables et aux maires de tenir des réunions, même privées, et le renouvellement de la coutume barbare des autorités d'occupation, qui consiste à dynamiter les maisons de familles dont certains membres sont suspects d'actes de résistance armée contre la sécurité de l'État sioniste. Récemment, en décembre, les autorités israéliennes ont dynamité trois maisons. En même temps, les confiscations de terres se sont, elles aussi, intensifiées en Cisjordanie, pour la création de nouvelles colonies israéliennes.

### — Quelle est la réaction des Palestiniens à ce plan ?

— Il n'est pas surprenant du tout que, dans ces conditions, le plan d'autonomie ait suscité une hostilité absolument unanime dans les territoires occupés. A part un certain nombre de personnages, discrédités depuis de nombreuses années comme des hommes de paille de l'occupant et comme collaborateurs de la plus basse espèce, aucun secteur, aucune force sociale de la population des territoires occupés n'est, pour le moment, partie prenante de l'interprétation israélienne du plan d'autonomie.

Même tous les éléments identifiés plusieurs années comme des éléments flottants, hésitants par rapport à leur relation avec la Résistance palestinienne et dont l'allégeance allait plutôt du côté du roi Hussein, même ces éléments sont hostiles au plan déclaré d'autonomie.

### AUTONOMIE FORCÉE

L'absence de partenaire palestinien dans les territoires occupés pour la mise en application de ce plan peut mener à deux scénarios possibles :

● cette absence est exploitée par les adversaires du plan d'autonomie qui disent qu'il faut maintenir l'occupation telle qu'elle est :

● soit, et c'est ce que les partisans du plan mettent en avant, mettre en application le plan d'autonomie sans la participation de cette population. Si cette dernière solution est mise en application, comme certains signes semblent le montrer, il faut absolument tout faire pour l'empêcher, tant sur le terrain que vis-à-vis de l'opinion publique internationale. C'est-à-dire qu'il faut dénoncer la supercherie.

Il faut souligner que l'hostilité à l'autonomie et au contenu des accords de Camp David réunit non seulement des gens qui sont sur des positions conséquentes mais même les modérés de diverses couleurs qui sont partisans de diverses formes de règlement négocié ou de compromis mais qui pensent de toute façon qu'un compromis doit contenir un minimum d'honorabilité. Ce strict minimum est absolument absent des accords de Camp David.

### LES TRAVAILLEURS PALESTINIENS ET LA SUREXPLOITATION COLONIALE

Il faut voir aussi la question du travail des Palestiniens des territoires occupés. L'importance que ce travail a dans l'économie de la société israélienne aujourd'hui est un élément très important à l'encontre d'une solution d'évacuation

réelle. Aujourd'hui, la dépendance économique de la société israélienne par rapport à cette surexploitation coloniale (l'exploitation des travailleurs palestiniens citoyens d'Israël est elle-même coloniale, mais celle des travailleurs des territoires occupés en constitue un degré supplémentaire) crée une résistance dans la bourgeoisie israélienne contre l'idée d'une évacuation réelle. En cas d'évacuation, un grand nombre d'entreprises israéliennes perdraient leur source de revenus (leur main d'œuvre à bon marché et les circuits de distribution).

### — Quelle est la réaction dans la société israélienne ?

— Divers courants d'opinion sans expression politique claire expriment une volonté de retrait de ces territoires, en les concevant effectivement non seulement comme un retrait tactique et territorial, mais un retrait par rapport à une dynamique d'expansion. Certains courants encore liés à l'idéologie sioniste exigent une reconnaissance de la personnalité politique palestinienne. L'expression politique de ce courant-là, ce sont Aunery, Peled..., des sionistes de gauche. Mais on ne peut pas confondre le discours opportuniste de ces gens-là, à la limite crapuleux, avec la confusion sincère d'une grande partie des gens qui les suivent.

### — Comment se manifeste la Résistance à ce projet ?

— Il y a eu la poursuite de toute une série de manifestations, de grèves, de protestations publiques malgré la répression. Des meetings interdits à l'avance se sont tenus quand même. La lutte quotidienne menée par la Résistance armée à l'intérieur des territoires occupés contre l'appareil de l'occupation militaire s'est poursuivie et accentuée.

Récemment, il y a eu plusieurs opérations dirigées contre des colonies du Bloc de la Foi. Dans la région de Jérusalem, la fréquence des petits attentats réalisés avec des moyens généralement artisanaux a créé une atmosphère d'insécurité ressentie par l'ensemble de la population israélienne. A cause de l'annexion de la ville orientale, Jérusalem a une situation particulière.

## Dayan : Colon, assassin et contrebandier

Dayan est né colon, fils de colons sionistes en Palestine. Dès sa jeunesse, il participe aux organisations terroristes sionistes, mises sur pied pour soi-disant, «se défendre contre les Arabes». En fait, ces organisations s'armaient et tuaient les paysans palestiniens qui refusaient de quitter leur terre. Il adhère à la Haganah, et lors de la Révolution palestinienne de 36-39, s'active beaucoup dans la répression du mouvement aux côtés du gouvernement britannique. Il participe à toutes les guerres contre les pays arabes (47-48, 1956, 1967 et 1973). Il participe à plusieurs gouvernements au titre de ministre de l'Agriculture (qui est actif sur le plan de l'implantation de colonies) et ministre de la Défense. En 1966, il participe à la guerre du Vietnam aux côtés des Américains. Après la guerre de 1973, il s'intéresse spécialement à l'archéologie : plusieurs fois, il sera dénoncé comme faisant de la contrebande avec les objets historiques qu'il déterre.

C'est avec le gouvernement Bégin qu'il rentre de nouveau au gouvernement comme ministre des Affaires étrangères. Il va apparaître, tout au long des négociations égypto-sionistes, comme le plus dur, avec Bégin, contre Weizmann, le ministre de la Défense.

# R.D.A: Derrière la «vitrine»...

De jeunes allemands de l'Est parlent de leur pays

## LA HIERARCHIE SOCIALE

Par Robert MILCAT



«On dit qu'ici, c'est un État des ouvriers et des paysans. Mais ce n'est pas vrai. C'est l'État de l'intelligentsia. Eux, ils ont tout ce qu'ils veulent...» «Non, ce n'est pas vrai, c'est plutôt le contraire... Ici, en RDA, les ouvriers ont beaucoup d'avantages : par rapport aux employés qui gagnent parfois moins, par rapport aux intellectuels». Entre ces deux affirmations, la première, celle de Wolf — ouvrier soudeur en 3x8 dans une usine qui monte des entreprises métallurgiques pour l'exportation — et la seconde, celle de Peter — étudiant en sociologie à Berlin-Est — la contradiction paraît insurmontable. Pourtant, celle-ci ne tient sans doute pas uniquement à une différence de points de vues entre eux. La discussion, telle que nous la rapportons ici, reflète aussi le fait que dans cette société capitaliste d'État, où la bourgeoisie dispose du pouvoir, la hiérarchie sociale présente des aspects spécifiques par rapport à ce qu'elle peut être chez nous.

A vrai dire, «l'intelligentsia» est un terme qui recouvre des réalités très diverses. Cela peut surprendre, mais il n'est pas rare de trouver en «République démocratique allemande» des ingénieurs gagnant moins que des ouvriers, des assistants d'Universités gagnant 500 marks, soit environ la moitié du salaire d'un ouvrier en équipe. Par contre, il y a bien entendu une partie de «l'intelligentsia» beaucoup plus aisée que la classe ouvrière. Ce sont, d'une part, certains artistes, écrivains, acteurs... qui, souvent, peuvent se produire ou publier à l'Ouest ; ce sont d'autre part les hauts fonctionnaires, les cadres de l'enseignement, les cadres supérieurs de l'économie, et d'une façon générale, de tout l'appareil d'État, étroitement imbriqué avec celui du parti.

En fait, on ne peut s'en tenir aux salaires, pour éclairer la structure de classes de la RDA. D'abord, l'organisation de l'accès à la consommation est complexe. Ainsi, il existe trois marchés (l'un «normal», l'autre «de luxe», le troisième «avec devises») (1), assez cloisonnés, qui ne correspondent pas toujours exactement à la hiérarchie des salaires (2).

Et puis, il faut prendre en compte le rôle, la fonction, le pouvoir

qu'ont les différentes classes et couches dans la société de la RDA. Dans sa révolte contre ceux ayant une fonction de cadres d'entreprises, Wolf les dénonce clairement comme des gens appartenant à une autre classe que lui, méprisant les ouvriers (3), se comportant comme des agents fidèles de l'exploitation capitaliste, ou de toute façon privilégiés par leurs conditions de travail, qu'ils gagnent ou non trois fois plus que lui, comme le contremaître (ou «brigadier»). Et si la révolte de Wolf contre les différences de revenus paraît très égalitariste, il faut savoir qu'en RDA, ces différences sont souvent beaucoup plus apparentes qu'en France, dans les manifestations de la vie quotidienne (habillement, voiture, etc.) et ressenties comme une véritable insulte dans un pays où on continue à dire aux ouvriers qu'ils ont le pouvoir.

### LA RÉPRESSION CONTRE L'INTELLIGENTSIA

Par contre, les atteintes les plus grossières, les plus flagrantes à la liberté d'expression, semblent viser avant tout les artistes, les enseignants, les étudiants, les cadres du parti. Tout se passe en somme comme si la liberté d'expression était d'autant plus attaquée qu'on

occupe une fonction qui donne plus de chances d'être entendu ! Le cas du professeur cité par Peter n'est pas une exception. La répression contre les intellectuels, contre les membres de l'appareil d'État (dans les domaines politique, économique, militaire, idéologique) est extrêmement sévère.

Pour peu qu'ils expriment un doute, une critique, et la STASI (4) débarque : interrogations, prison.

Pour beaucoup d'artistes, d'écrivains célèbres, le gouvernement préfère les expulser : «Vous avez le choix entre X années de prison ou on vous dépose à Berlin-Ouest». Ce fut le cas de Biermann, Fuchs, Pannach et d'autres. Quand on est au parti, c'est plus dur. Ainsi, l'économiste Rudolph Bahro, ancien cadre du SED, et auteur du livre : «L'alternative» (5), où il affirme que la RDA n'est pas socialiste et qu'il faut y faire une «révolution culturelle», a été condamné en 1977, à neuf ans de prison, pour «espionnage». La répression prend aussi d'autres formes : suppression du travail (la RFA n'a pas le monopole des interdictions professionnelles), mutations, résidence surveillée, etc. Ainsi donc, si l'intelligentsia jouit de privilèges par rapport à la classe ouvrière, sa situation est souvent fragile, précaire, du fait de la fonction qui lui est assignée dans la société, pour la reproduction des rapports sociaux actuels.

### LES LIMITES DES «LIBERTÉS OUVRIÈRES»

Pour autant, la RDA présente-t-elle pour les ouvriers, les avantages que dit Peter ? Tant que l'ouvrier produit, les remarques, les critiques qu'il peut faire dans le cadre de son atelier, ou de son chantier, ne lui vaudront généralement pas trop d'ennuis. Mais pour peu qu'il soit conséquent dans ses critiques, qu'il les diffuse, qu'il tente de s'organiser pour les faire valoir, les ennuis commencent. Et malheur à lui s'il fait grève, s'il remet en cause l'ordre établi, la façon dont sont désignés les responsables syndicaux.

Qu'il essaie de passer à l'Ouest,

de résister à la police, la répression contre lui sera impitoyable.

Berlin, Cottbus, Baussen, Schwedt, Frankfurt/Oder, ce sont aussi les noms des prisons, qui reviennent dans les discussions, comme une menace toujours présente, quotidienne.

L'ouvrier et l'intellectuel, chacun à sa place, doit servir l'État de RDA : gare à lui, s'il s'écarte de la ligne fixée. C'est la logique du pouvoir qui entend bien, s'il le peut, détourner le mécontentement des uns contre les autres, pour les empêcher de faire front contre lui.

(1). Nous reviendrons sur cette organisation.

(2). Par exemple, certains militants du parti, bien que bénéficiant de

salaires relativement élevés, ne font pas nécessairement parti de ceux qui peuvent avoir le plus accès aux Intershops (magasins souvent de meilleure qualité et variété, et où l'on ne peut acheter qu'avec des devises étrangères). Car, compte-tenu de leurs fonctions politiques, ces militants se voient limiter leur accès ou leurs contacts à l'Ouest, d'où viennent les devises.

(3). Cette attitude de mépris transparaît parfois dans les propos de Peter, surtout dans ses dernières remarques. Cette attitude est très répandue dans les rangs du parti, le SED, dont Peter est membre.

(4). STASI : Staatssicherheitsdienst.

(5). «L'alternative» : à paraître prochainement chez Stock.

## A la cité universitaire de Berlin-Est

«Les ouvriers peuvent critiquer le régime, mais pas les intellectuels»

## Peter, étudiant à Berlin-Est... et membre du Parti

Peter et Ingrid, un couple d'étudiants de Berlin-Est, membres du SED, le parti au pouvoir, m'ont invité un soir à dîner chez eux. Ils habitent un petit deux-pièces, à la résidence universitaire, avec leur jeune fils. La résidence est assez éloignée du centre, elle est située dans un quartier aux larges espaces encore en chantier.

Au milieu, des blocs de béton d'une dizaine d'étages, «agrémentés» de bandes rouges et jaunes. Dans les discussions avec Peter, dont nous rapportons aujourd'hui le début, celui-ci développe un point de vue où il reprend largement à son compte le point de vue officiel sur le «bien-être» des ouvriers, employant un langage de privilèges, tout en n'hésitant pas à dénoncer certains aspects de l'organisation sociale, où il se trouve directement impliqué.

— Un ouvrier nous a dit qu'ici, ce n'est pas un État des ouvriers et des paysans, mais un État de l'intelligentsia.

Peter — Non, ce n'est pas vrai, c'est plutôt le contraire. Je dirais même que les intellectuels sont négligés. L'été, j'ai travaillé comme éboueur, je gagnais 2 000 marks par mois alors que le directeur de l'entreprise ne gagnait que 700 M. Non, ici en RDA, les ouvriers ont beaucoup d'avantages. Par rapport aux employés qui gagnent beaucoup moins, par rapport aux intellectuels. Ils payent des impôts moins forts. Ils peuvent critiquer le régime sans avoir d'ennuis, alors que pour un professeur, par exemple, c'est impossible. Et ils ont des avantages dans les études.

— Oui, mais si ce qu'on raconte dans les cours déforme la réalité, que toute possibilité de critique est exclue, qu'est ce que ça veut dire avoir des avantages pour les études ?

— Je vais te raconter une chose, mais il ne faut pas dire que c'est moi qui te l'ai dite. Une fois à l'Université, il y avait un cours où on parlait de l'organisation du temps libre. Un professeur a dit : «Comment peut-on demander aux ouvriers de donner un peu de leur temps libre à des activités sociales,

alors que les responsables du Parti s'occupent de leurs loisirs pour se faire construire leur villa dans les beaux quartiers ?» Eh bien, ce prof a été dégommé et maintenant il travaille en usine. Normalement, le socialisme a besoin de critiques, il ne faut pas les réprimer.

— Quelles sont les conditions de travail dans les usines, selon toi ?

— Elles sont bonnes. Il y a, c'est reconnu à l'Ouest, beaucoup moins d'accidents du travail chez nous qu'à l'Ouest. Quant au salaire, il est déterminé en fonction de la production. C'est le brigadier qui le fixe, en appliquant les normes. Il tient aussi compte de l'esprit de l'ouvrier. Pour la hiérarchie des salaires, c'est un problème, on est en pleine réforme du système de salaire. Par exemple, un contremaître gagnait 500 marks alors qu'un ouvrier qualifié en gagnait 600. Alors personne ne voulait faire des études pour être contremaître, et avoir une baisse de salaire en revenant avec la nouvelle qualification. On a dû augmenter les salaires des contremaîtres, etc. Le système de primes n'est plus au point. Dans le salaire, il y a des primes de rendement, mais il y a aussi des tas de primes d'insalubrité, de pénibilité, etc. qui ne correspondent plus aux nouvelles conditions de travail. Et c'est délicat parce qu'on ne peut pas baisser ces salaires, il y aurait trop de mécontentement. Il y a aussi des grosses inégalités de salaires entre les usines, ce qui provoque d'importants mouvements de main d'œuvre. Il y a aussi beaucoup d'ouvriers qui travaillent au noir à côté de leur boulot.

— Et le rythme de travail imposé aux ouvriers ?

— Du fait qu'un licenciement est pratiquement impossible, le rythme de travail est très décontracté. D'ailleurs la production est inférieure ici de 20 % à celle qui a cours en RFA.

— Mais quel mot les ouvriers ont-ils à dire dans l'élaboration des plans par exemple ?

— Je trouve qu'on monte trop à la tête des ouvriers qu'ils peuvent participer à tout, aux discussions sur la planification, etc.»

«Ici, on a de quoi bouffer, mais il n'y a pas de libertés»

## Sur l'Alexanderplatz, avec Wolf ouvrier soudeur

En venant de Potsdam, on quitte l'autoroute qui contourne Berlin-Ouest, pour se diriger vers Berlin-Est, «capitale de la RDA». On traverse d'immenses banlieues, à peine éclairées la nuit. C'est là que nous avons rencontré Wolf. Nous le prenons en stop à une heure du matin. Il porte l'éternel ensemble en jeans. Nous nous mettons à discuter. Il a tellement à dire, il est tellement révolté que nous resterons plus d'une heure dans la voiture, à discuter une fois arrivés, et que nous nous donnerons rendez-vous pour poursuivre la discussion.

Le lendemain, nous le retrouvons à l'Expresso, au centre de Berlin, Alexanderplatz, pratiquement au pied de la célèbre tour de télévision d'où l'on vient en foule regarder Berlin-Ouest, le mur et le «no man's land». Ici, tout est moderne, tout a été reconstruit. «L'expresso», c'est assez proche d'allure de nos «bars américains». La discussion s'engage d'abord sur le mur et l'impossibilité d'aller à l'Ouest.

«Ici, on a de quoi bouffer, mais il n'y a pas de libertés. Ce n'est pas le socialisme de Marx. Je ne peux pas voyager où je veux ; j'aimerais bien aller en Italie, en Espagne, à Paris, mais c'est pas possible.

Théoriquement, sous le socialisme, il n'y a pas de classes, mais ici, tu a les ouvriers, les paysans et les

intellectuels. Les intellectuels, eux, ils ont de l'argent, roulent en Mercedes, ils ont une villa, et peuvent aller à l'étranger. Les responsables du parti roulent en Volvo. Un professeur à l'université gagne non pas 1 200 marks par mois mais 12 000 ! (1).

Dans la boîte où je suis, on travaille comme des bêtes, et on n'est même pas payé pour le travail qu'on fait. Par rapport à d'autres qui gagnent 400, 600 marks, je suis encore bien payé. Mais par rapport à ce que je produis, je suis volé. Les normes augmentent, mais les salaires ne bougent pas. Le brigadier qui ne fait rien et touche ses 130 %, c'est avec mon travail qu'il est payé. On ne me paye pas en fonction de mon travail. Chez nous, sous le socialisme, il y a l'exploitation, exactement comme chez vous sous le capitalisme. Mais tant qu'à faire, je préfère l'exploitation sous le capitalisme : là au moins, tu peux aller où tu veux, tu peux t'acheter ce que tu veux, et si tu travailles plus, on te paye plus. Sous le capitalisme, les entrepreneurs vivent du profit, ici ceux d'en haut vivent de ton travail. C'est la même chose.

— Comment devrait être le socialisme, à ton avis ?

— Le socialisme, c'est quand tous les gens sont égaux. On a les mêmes droits et les mêmes de-

voirs. Ici, il y a des gens qui gagnent 400, pendant que d'autres gagnent 10 000 à rien faire. C'est du socialisme, ça ? On n'est pas égaux. L'ingénieur, il te regarde de haut, il ne serre pas la main de l'ouvrier. Le brigadier qui se promène les mains dans les poches et se marque ses 130 %, il gagne 2 000 à 3 000, mais lui, il est le plus souvent au parti, comme la plupart des ingénieurs. La majorité des gens qui ont été à l'université sont au parti. Pour avoir un poste, il faut entrer au parti. Le chef d'équipe, il gagne plus que nous, mais il travaille avec nous. L'ingénieur, lui, il gagne moins mais il ne fait rien, et il n'est pas en équipe.

On dit qu'ici, c'est un État des ouvriers et des paysans. Mais c'est pas vrai. C'est l'État de l'intelligentsia. Eux, ils ont tout ce qu'ils veulent, les gens du parti, les professeurs, les docteurs... Et puis, on dit que l'État et la direction du parti, c'est différent. Ce n'est pas vrai, l'État c'est le parti.»

(1) Environ 10 fois le salaire de Wolf, qui gagne 1 000 marks par mois.

DEMAIN :  
DANS LES USINES  
DE BERLIN A LEIPZIG :  
«ON TE DIT :  
TU ES SOCIALISTE,  
TU DOIS Y ALLER»

### Rectificatif

Dans le Quotidien du week-end, une erreur s'est glissée dans les «Points de repère» sur la RDA. Il est indiqué qu'un mark de RDA est échangé au marché noir dans ce pays, contre 2 à 6 marks de RFA. C'est évidemment le contraire : il s'agit d'un mark de RFA échangé contre 2 à 6 marks de RDA.

# Italie LE PCI S'ECARTE DU POUVOIR POUR EN DEMANDER PLUS

Après plusieurs semaines où sa critique du gouvernement démocrate-chrétien s'est faite de plus en plus acerbe, le PCI a décidé de ne plus soutenir le gouvernement Andreotti : «*Nous sommes arrivés à la conclusion que notre maintien dans la majorité qui soutient ce gouvernement est devenue impossible*» a déclaré vendredi Berlinguer. Il a accusé la Démocratie Chrétienne de ne pas avoir respecté le programme fixé par les partis soutenant le gouvernement en mars 1978. Il lui reproche aussi son «*manque de loyauté et de respect*», ajoutant : «*En attaquant continuellement le PCI, on a menacé la crédibilité de la majorité elle-même*».

## DE LA «NON-DEFIANCE AU SOUTIEN»

Depuis les élections de juin 1976, une situation d'équilibre instable existe en Italie, le PCI obtenant plus de 34 % des voix, et la DC 38 %. Étant donné l'usure politique et le développement de la crise économique et sociale, l'Italie se révèle ingouvernable pour la démocratie chrétienne seule. Étant donnée la faiblesse du PS une solution d'union de la gauche n'est pas envisageable. Berlinguer va profiter de cette situation pour tenter de mettre en œuvre sa politique de «compromis historique», c'est-à-dire de partage du pouvoir entre son parti et la DC.

Dans une première phase, c'est la politique de «non-défiance», c'est-à-dire d'abstention des députés révisionnistes. Puis, en mars 1978, c'est la conclusion d'un accord de gouvernement. Le PCI, associé au gouvernement, sans y participer, reçoit de nouvelles responsabilités au Parlement et dans l'appareil d'État. Il cautionne les plans d'austérité et les lois d'exception du gouvernement démocrate-chrétien.

## ÊTRE OU NE PAS ÊTRE AU GOUVERNEMENT

Depuis mars 1978, parti de gouvernement sans ministre, le PCI se trouvait dans des contradictions

engendrant un malaise grandissant dans ses rangs. Depuis des mois se développent dans les syndicats et hors des syndicats des luttes qui entrent en contradiction avec la politique d'austérité qu'il défend. Lors de l'affaire Moro, pour se poser en parti responsable, il a été amené à se présenter comme le meilleur «défenseur de l'ordre» et a refusé toute négociation avec les brigades rouges. De fait, le PCI ne récoltait pas de la part du gouvernement tous les faits de sa politique de collaboration de classe : la DC et les autres partis lui ont tenu la dragée haute en lui accordant le moins possible et en continuant la lutte politique. Par ailleurs, le parti révisionniste italien s'est coupé d'un nombre grandissant de travailleurs et de chômeurs révoltés par sa politique de soutien à l'austérité : il a perdu des voix à gauche, et n'en a pas suffisamment gagné à droite, ce qui a fait baisser ses résultats électoraux.

Cette situation a d'ailleurs provoqué des contradictions à l'intérieur même

du PCI. Une tendance, celle d'Amendola, a conclu que leur parti n'était pas allé assez loin dans la voie de la social-démocratisation et de la collaboration avec la DC. D'autres, à l'inverse, sensibles aux pressions des syndicalistes du PCI, préconisaient un «durcissement», un appel à la lutte remettant en cause le compromis historique.

## DES MINISTRES I

Il faut d'ailleurs noter que la décision de Berlinguer intervient à peu de temps du prochain congrès de son parti. S'agit-il pour autant d'un abandon de la politique du compromis historique ? Rien ne l'indique pour le moment. En fait, loin de vouloir passer à une opposition durable et de vouloir prendre en compte les revendications des travailleurs, le PCI se retire de la coalition gouvernementale pour pouvoir réclamer plus de part du pouvoir. Il exige en effet «*la formation d'un gouvernement d'unité avec la participation de toutes les forces démocratiques*», c'est-à-dire «*avec des ministres communistes*» com-

me le rabâchait Marchais en France...

Cependant, le chantage du parti de Berlinguer se heurte à des limites étroites : il n'a pas intérêt à provoquer une crise grave, car une dissolution du Parlement entraînerait des élections anticipées qui lui feraient sans doute perdre des voix.

Pour le moment, en tout cas, les ponts ne sont pas

coupés. Berlinguer a déclaré que la politique de collaboration du PCI avec le gouvernement pourrait continuer : «*On ne peut concevoir que le ministre de l'intérieur cesse d'avoir des rapports avec le sénateur Ugo Pecchioli*», ce dernier étant le spécialiste des «questions de sécurité» du PCI.

J.P.C.

## Allemagne : réquisitoire au procès Croissant

Après bientôt un an, avec deux séances par semaine, le procès de Klaus Croissant, extradé en Allemagne par Giscard, va se clore au tribunal spécial de Stammheim. Le réquisitoire était prévu pour ce lundi, les plaidoiries pour la semaine prochaine, le verdict devant être rendu le 16 février. D'autre part, plusieurs détenus politiques de Stammheim ont annoncé qu'ils commencent une grève de la faim illimitée pour protester contre l'isolement total d'un de leurs camarades, Sonnenberg.

En raison de l'actualité, nous reportons à demain la publication de la série d'articles de Bob Bryant, «*Les travailleurs américains face à la crise*».

## 4<sup>e</sup> Congrès du FLN

# AU-DELA DES RIVALITES PERSONNELLES, LES CHOIX DE L'AVENIR

Le quatrième Congrès du FLN, s'est ouvert le samedi 27 janvier à Alger, sous le mot d'ordre : «*Application de la Charte nationale et fidélité au Président Boumédiène*», qui voudrait marquer un garde fou auquel tous se référeront. Il n'en fixe pas pour autant un cadre pour les rivalités qui opposent A. Bouteflika à M.S. Yahyaoui. Au-delà de ces apparentes rivalités d'individus, se profilent toutes les contradictions et tous les problèmes posés par l'industrialisation, le choix des partenaires économiques, maintien de la politique dans le Tiers Monde ou rapprochement plus important avec l'Occident ou avec l'URSS. A ce congrès également prendra tout son sens, quant à l'orientation politique l'adhésion du PAGES (pro-soviétique) qui a déjà plébiscité au congrès de l'UNJA (jeunesse) M.S. Yahyaoui. Le choix d'hommes de l'une ou de l'autre des tendances ne signifierait pas la victoire de celle-ci, mais devra tenir compte d'un équilibre des forces difficile à remettre en cause.

## D'UN CONGRES A L'AUTRE

Ce quatrième congrès du FLN est le deuxième qui se tient depuis l'indépendance. Le dernier s'est tenu en 1964, sous la présidence de Ben Bella, a surtout démontré la force de Boumédiène. Ce dernier évinçait Ben Bella le 19 juin 1965. Boumédiène a édifié un formidable appareil d'État, une armée moderne, des institutions pour faire durer et légitimer son pouvoir (Charte nationale, assemblée à divers niveaux, gestion «démocratique», organisations de masse). Sous sa présidence, Alger a nationalisé tous les secteurs-clé de

son économie. Elle a réalisé une industrialisation accélérée, dans la sidérurgie, la construction mécanique, la pétrochimie, la fabrication des camions, des réfrigérateurs, des téléviseurs, les engrais, la construction navale...

Les investissements considérables ont coûté très cher. L'Algérie s'est beaucoup endettée à l'extérieur. Le niveau de vie du peuple s'est peu amélioré, alors que l'agriculture obtenait des résultats décevants. Les débats de la Charte nationale ont exprimé un grand mécontentement du peuple, et un grand désir de démocratie. Depuis septembre 78, la plupart des préfets sont

des militaires. Yahyaoui, après avoir dirigé pendant de longues années l'académie militaire de Cherchel, est depuis 76 responsable de l'appareil exécutif du FLN. Après avoir formé la plupart des officiers, il a réorganisé UGTA, UNPA (paysans), UNFA (femmes), UNJA. Il se présente en meilleure position.

## BOUTEFLIKA ET LA LIBERALISATION ECONOMIQUE

Les problèmes sur lesquels ce congrès devra se prononcer sont nombreux, son orientation décidera du candidat. Le plus important est la place de l'économie dans le marché mondial. Pour la bourgeoisie, il n'existe qu'un choix, sa spécialisation dans deux secteurs : la sidérurgie (qui doit en l'an 2 000 satisfaire le marché arabe, et les hydrocarbures (en 85, l'Algérie deviendra le principal fournisseur en gaz du CEE). Un autre problème qui lui est lié, la productivité faible dans les entreprises et la difficulté d'appliquer cette phrase de Boumédiène : «*Chacun de vous (travailleur) a sa part de responsabilité dans le milieu dans lequel il travaille (...). Ceci doit se traduire par l'élevation du niveau de production et de la pro-*



ductivité ainsi que par l'auto-discipline des travailleurs afin de bannir de leur esprit l'idée de l'existence du patron et de l'ouvrier. De même le travailleur d'une entreprise sera non le salarié indifférent et revendicatif, mais le gestionnaire concerné (...).

De ce fait, un tournant apparaît avec pour chef de file Bouteflika, qui envisage de donner une plus grande liberté aux directeurs d'entreprises. Assouplir les structures de déci-

sion extrêmement lourdes, ouvrir des frontières aux capitaux étrangers, procéder à une libéralisation économique remettant en cause la limitation importante du secteur privé (tous les membres du gouvernement, la haute hiérarchie militaire fonctionnaire, sont d'éventuels investisseurs très sérieux). Cela tend de fait à une consolidation des liens avec les pays occidentaux. De même, les partisans de ses thèses se sont pas

favorable au parti «contrôle-tout» de Yahyaoui. Cette tendance s'appuie sur un mécontentement croissant dans le peuple : les nationalisations ont permis à une couche de s'enrichir et les commerçants bloquent les circuits de distribution. Face à cette pénurie permanente, et à l'austérité subie, beaucoup de monde se demande si une économie libéralisée ne voudrait pas mieux ?

Najib Benhad  
(A suivre)

## LES SIDÉRURGISTES LORRAINS POURSUIVENT LEURS ACTIONS

Où en est-on dans la sidérurgie ? La fin de la semaine dernière a vu les sidérurgistes mener encore plusieurs actions : vendredi, c'est 2 000 travailleurs qui ont bloqué le Comité d'entreprise d'Usinor-Longwy réuni pour la quatrième fois en vue de faire entériner le plan de chômage (3 000 licenciements). Après cette action, les travailleurs du trust sidérurgique partaient manifester dans les rues de Longwy ; plusieurs dizaines d'entre eux rentraient un peu après dans les locaux de l'association patronale créée par Labbé «*l'Avenir du Pays Haut*».

Sortant le matériel entreposé (affiches, papiers divers), le brûlant devant le local. Cette action accomplie, les travailleurs aux cris de «*Pas un seul licenciement*» se dirigeaient alors vers les bâtiments de l'Union patronale de la ville forçant les portes dispersant à nouveau le matériel entreposé. Les travailleurs d'Usinor, sur qui pèse un plan de restructuration important, ont ainsi confirmé, vendredi, leur combativité et leur ferme volonté de se battre.

D'autres actions ont également continué de se dérouler cette fin de semaine en Lorraine : vendredi matin, une cinquantaine de militants CGT et CFDT ont commencé à



Vendredi, à Denain (Nord), des ouvriers d'Usinor ont pénétré dans des locaux de la perception des impôts : les CRS sont intervenus

occuper l'hôtel des impôts d'Hayange alors qu'à Denain, des travailleurs vident les dossiers des services centraux des impôts.

A signaler enfin qu'à l'initiative du PCF, vendredi, un groupe de sidérurgistes répandait sur les voies ferrées de la gare de Longwy, le chargement d'un train ; il s'agissait en l'occurrence de 400 tonnes de minerai de fer suédois destinés à l'usine Cockerill de Rehon.

C'est dans ce contexte d'indéniable montée de la combativité que Boulin, ministre du Travail, a déci-

dé de recevoir les fédérations syndicales de la métallurgie, lors du 6 février. Dans quel but ? Répondre à la volonté des sidérurgistes de garder leur emploi ? Non, évidemment. Il s'agit seulement d'«*effectuer un inventaire des problèmes posés*» et d'associer «*les syndicats de la sidérurgie aux actions de tous ordres*». «*Les actions de tous ordres*» sont bien entendu les actions gouvernementales que Boulin a déclaré être des «*mesures sociales*» et des «*reconversions*». Bref des «*solutions*» visant à mieux faire

passer en douceur le plan de chômage projeté, destinées aussi à freiner la colère qui exprime aujourd'hui en Lorraine. Ces solutions sont quelque peu usées. Le mythe de la reconversion en particulier a fait son temps.

Giraud, ministre de l'industrie a en tout cas, nettement précisé les choses à propos de cette réunion : «*Aucune des décisions prises à Usinor ne serait remise en cause*».

Cette semaine verra donc sans doute de nouvelles actions des sidérurgistes.

## GREVE A L'HOPITAL DE ROMANS

La préfecture de la Drôme a décidé d'amputer le budget de l'hôpital de Romans de 500 millions d'anciens francs. Ce qui se traduit par le non-paiement des auxiliaires temporaires, environ 100 personnes, et par conséquent, par leur licenciement au mois de février. A la suite de cette information, une assemblée générale a eu lieu le 17 janvier qui a rassemblé 120 employés votant à l'unanimité la grève reconductible à partir du mardi 23 janvier. Une manifestation a eu lieu en ville et une information a été faite à la porte des usines, appelant la population au soutien des grévistes. Des délégations ont été reçues à la mairie et à la préfecture.

L'annonce de ces licenciements est un coup pour les employés de l'hôpital qui souffrent déjà d'un manque d'effectif qui entraîne des conditions de travail pénibles, ressenties aussi par les malades qui en subissent les conséquences. On voit bien là la tromperie de la direction qui a fait des promesses d'embauche durant des

années et considère les travailleurs comme de véritables pions que l'on déploie au gré des besoins. L'hôpital a toujours embauché des employés pour deux ans ou quatre ans sans être sûrs de pouvoir leur garantir les indemnités de chômage, car l'hôpital ne cotise pas à l'ASSEDIC. Les employés sont principalement des «*agents de service hospitaliers*» et des «*aides soignants*», des anciens ouvriers de la chaussure qui avaient déjà été licenciés à la suite de la fermeture de leurs usines.

Quand il y a licenciement, la bourgeoisie fait souvent miroiter des créations d'emplois dans d'autres secteurs, pour démobiliser les travailleurs en lutte. On voit alors que le problème des licenciements se retrouve quelques années plus tard. Ce qui montre bien qu'il faut lutter partout où l'on est, pour «*pas un seul licenciement*», «*augmentation des effectifs*», «*du travail pour tous*».

Corr. Romans

## ● Teng siao Ping aux USA

Le vice-premier ministre chinois Teng Hsiao Ping est arrivé dimanche à Washington où il a rencontré Carter. Il doit effectuer une tournée de neuf jours aux USA, au cours de laquelle il va visiter de nombreuses usines, en particulier d'aviation, des équipements d'exploitation pétrolière et un centre d'études de l'énergie solaire. Il rencontrera également les parlementaires et des hommes politiques des divers courants.

Ce voyage est la concrétisation de l'accord sur la normalisation des relations sino-américaines conclu en décembre 1978, accord qui constitue une grande victoire pour le peuple chinois, puisqu'il consacre un recul important de l'impérialisme US et permet d'envisager la réunification de la Chine.

## ● Conférence de Puebla : le pape «contre la violence»

La conférence de l'Eglise d'Amérique latine venant dix ans après celle de Medellin, à partir de laquelle beaucoup de chrétiens se sont engagés dans le combat contre l'oppression, revêt une grande importance. Les premières interventions du pape sont révélatrices : en condamnant le recours à la violence et en demandant aux prêtres d'être «*avant tout fidèles à la foi*», il veut procéder à une remise au pas des éléments les plus progressistes de cette Eglise.

## ● Centrafrique : répression sanglante

Selon des informations qui nous sont parvenues, les affrontements survenus la semaine dernière ont fait plus de 400 morts parmi les manifestants et des dizaines de morts parmi les militaires zairois. Il semble en effet qu'une partie de l'armée se soit ralliée aux manifestations et ait tiré sur les troupes zairoises : c'est alors que le chef d'Etat major de l'armée de Bokassa a été tué.

Comme il l'a déjà fait, le dictateur centrafricain, tout en continuant une répression sanglante, s'est retourné contre ses ministres : il a déjà emprisonné Madame Zanifé, ministre de la Condition féminine et les deux ministres de l'Education. Le Premier ministre, en voyage en Europe avec d'autres membres du gouvernement, semble hésiter à rentrer.

# SANGLANTE RÉPRESSION EN IRAN : 30 MORTS

## Bakhtiar annule son voyage à Paris

● La situation en Iran s'est brusquement tendue. Toute la journée de dimanche, l'armée a tiré sur les manifestations. Le bilan de cette sanglante répression est lourd : on parle de 30 morts et de plusieurs centaines de blessés.

Lundi matin, Bakhtiar répondait avec fermeté

Dès dimanche matin, plusieurs regroupements de manifestants se faisaient dans les quartiers autour de l'université de Téhéran. Les manifestants réclamaient le retour de Khomeiny et accusaient le Premier ministre Bakhtiar de vouloir empêcher le chef religieux de rentrer en Iran. C'est alors que des détachements de l'armée et de la gendarmerie qui avaient pris position non loin de l'université ont ouvert le feu à la mitrailleuse lourde, à la mitrailleuse et même avec des mortiers. Toute la journée de dimanche et jusque tard dans la nuit, les rafales d'armes automatiques n'ont pas cessé. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants, dont beaucoup de jeunes, ont fait face à

l'armée : certains trempaient leurs mains dans le sang de leurs camarades tués en jurant de les venger ; d'autres réclamaient des armes pour pouvoir se battre. Des barricades ont été élevées avec des dizaines de bus et de voitures.

Plusieurs journalistes ont vu des civils, armés de fusil à lunette, tirer sur les manifestants depuis des toits de maison. Les dernières informations faisaient état de 30 morts et de plusieurs centaines de blessés, mais le bilan pourrait bien être plus lourd encore. Des appels étaient lancés en permanence lundi matin par les hôpitaux aux donneurs de sang. Dans d'autres villes d'Iran, des affrontements sanglants ont également eu lieu. A Ispahan, des mari-

aux propos de l'ayatollah Khomeiny. Celui-ci avait affirmé qu'il ne recevrait Bakhtiar que s'il démissionnait. Dans une conférence de presse tenue lundi, le Premier ministre iranien a fait savoir qu'il annulerait le voyage qu'il devait faire à Paris pour rencontrer Khomeiny car les conditions du chef religieux étaient «*inacceptables*».

festants se sont emparés de plusieurs véhicules militaires ; à Abadan des manifestants, dont un député ont été blessés par balles ; à Sanandado, dans l'ouest, un officier a été tué par des manifestants, tandis qu'à Rasht de violentes manifestations avaient également lieu à la suite de la sanglante répression qui a fait 5 morts samedi.

Qui a ordonné cette sauvage répression ? La veille, Bakhtiar avait indiqué nettement que l'armée ne devrait plus tirer sur les manifestations. Il semble que le haut commandement militaire ait commencé à agir pour son propre compte. La boucherie de dimanche aurait-elle été décidée pour empêcher Bakhtiar de raconter

Khomeiny et de se placer sous son autorité ? Cette hypothèse est avancée par plusieurs observateurs. Si c'est le cas, l'opération a réussi pour le moment.

La situation était encore très confuse lundi matin, en même temps qu'en Iran même, l'atmosphère est très tendue. Bakhtiar a annoncé la réouverture, dans la journée de lundi des aéroports iraniens. Khomeiny pourrait donc rentrer en Iran puisqu'il avait indiqué la semaine dernière que seuls des empêchements techniques retardaient son retour. L'armée l'acceptera-t-elle ? Que va faire Bakhtiar dans cette hypothèse ? Autant de questions cruciales pour l'Iran aujourd'hui. La mobilisation populaire elle, reste toujours aussi forte.